

Bulletin d'histoire politique

Remarques sur le référendum de 1995

Pierre Drouilly



Volume 4, Number 3, Spring 1996

Bilan du référendum de 1995

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/1063541ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/1063541ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Association québécoise d'histoire politique
Septentrion

ISSN

1201-0421 (print)

1929-7653 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this note

Drouilly, P. (1996). Remarques sur le référendum de 1995. *Bulletin d'histoire politique*, 4(3), 5–10. <https://doi.org/10.7202/1063541ar>

Tous droits réservés © Association québécoise d'histoire politique; VLB Éditeur, 1996

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

<https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/>

Érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

<https://www.erudit.org/en/>

REMARQUES SUR LE RÉFÉRENDUM DE 1995

Pierre Drouilly

*Département de sociologie
Université du Québec à Montréal*

La réussite des sondages

Après les difficultés rencontrées par les sondages durant la campagne électorale de 1994, alors qu'ils prévoyaient une victoire bien plus importante du Parti québécois que celle à laquelle on assista finalement, les sondages se sont révélés fort précis au cours de la campagne référendaire de 1995. Bien entendu, cette précision fut acquise aussi grâce à une méthode de pondération plus réaliste des répondants discrets, qui plutôt que d'être répartis proportionnellement aux répondants qui ont exprimé une opinion, devaient plutôt être répartis davantage en faveur du camp fédéraliste. Nous avons nous-mêmes proposé, à la suite d'une analyse des sondages publiés au cours des campagnes électorales depuis 1970, de répartir les répondants discrets dans des proportions de un quart pour le Oui et de trois quarts pour le Non. Comme le révèle le tableau (p. 10), alors que la répartition proportionnelle des répondants discrets aurait laissé croire, en fin de campagne, que le Oui l'emporterait par environ 52-53 %, la répartition réaliste (les trois quarts des répondants discrets au Non et un quart au Oui) prévoyait, dans les derniers sondages, un résultat qui s'éloigne de moins de un pour cent du résultat final. Avec cette pondération réaliste, aucun des vingt-trois sondages n'a anticipé une victoire du Oui. C'est sur la base de cette pondération réaliste que nous avons nous-mêmes, la veille du référendum à RDI, prévu un résultat de «50-50 pour le Non». Il semble, par contre, que les dirigeants souverainistes, et Jacques Parizeau en particulier, comme en fait foi le reportage de Stéphan Bureau diffusé à TVA deux jours après le référendum, s'attendaient à une victoire serrée du Oui sur la base des derniers sondages de la campagne référendaire.

Ce que révèlent aussi les sondages, lorsqu'ils sont interprétés correctement avec une pondération réaliste des répondants discrets, c'est qu'en tout début de campagne électorale, le Oui se situait aux alentours de 42 %,

c'est-à-dire qu'il recevait l'appui de tout juste 50 % des électeurs francophones. Mais dès la dernière semaine du mois de septembre, le Oui amorçait une remontée qui se poursuivra jusqu'au jour du vote: cette remontée a donc commencé avant la nomination de Lucien Bouchard comme négociateur en chef. L'«effet Bouchard» a donc été sans doute moins important qu'on l'a dit, puisque la remontée du Oui précède de deux semaines l'intronisation de Lucien Bouchard à titre de chef du camp du Oui (le 7 octobre): mais évidemment, l'arrivée de Lucien Bouchard n'a pu que consolider, et peut-être amplifier, cette remontée du Oui dans les sondages.

«L'argent et des votes ethniques»

Même si l'on peut estimer inopportune la déclaration de Jacques Parizeau le soir du référendum, car elle était sans doute inélégante dans la bouche d'un chef d'État chez qui on attend un discours rassembleur et non un discours vengeur, cette déclaration exprime néanmoins, dans une formule saisissante, une vérité incontournable. En effet, jamais au cours d'une campagne politique au Québec, les choses ne furent si limpides: dans le camp du Non, les forces de l'argent (chefs de grandes entreprises, milieux d'affaires, chambres de commerce, conseil du patronat, banques, capital financier, etc.); dans le camp du Oui, le peuple (mouvement syndical, mouvement féministe, groupes populaires, la majorité des intellectuels et des artistes, etc.). Lorsque, en début de campagne, Jacques Parizeau a dénoncé la collusion du grand patronat avec le camp du Non et le discours mesquin de certains de ses porte-parole (Beaudoin, Garcia, Dutil, etc.) qui ramenaient le Québec souverain à la dimension d'une république de bananes, le quotidien *The Gazette* s'est demandé, avec une certaine anxiété, si on n'était pas en train de retourner à la lutte des classes!

L'analyse des résultats du référendum confirme, par ailleurs, ce que les sondages annonçaient: les appuis au Oui proviennent presque exclusivement des électeurs francophones. En fait, environ 60 % des francophones ont voté Oui, et environ 95 % des non-francophones selon les sondages, et peut-être davantage selon l'analyse des résultats du vote, ont appuyé le Non. Ce résultat appelle deux commentaires.

En premier lieu, il est politiquement décisif qu'une si importante majorité de francophones ait dit Oui à la souveraineté du Québec: ce résultat pèsera de tout son poids dans la suite des événements. Face à l'histoire, il s'agit d'une rupture symbolique avec le passé (au référendum de 1980, à peine 50 % des francophones donnèrent leur appui à un mandat de négocier): l'obstacle intérieur est franchi. Ne reste maintenant que l'obstacle

extérieur constitué par l'opposition presque unanime de la minorité au projet de souveraineté.

En second lieu, on ne peut que déplorer cette attitude d'auto-exclusion que manifeste la majorité des anglophones et des allophones. Mais cela n'est pas nouveau: depuis maintenant 25 ans, et depuis dix consultations électorales depuis 1970, les électeurs non francophones ont toujours massivement voté contre le Parti québécois, le Bloc québécois ou les options nationalistes dans les référendums. Ce qui est surprenant, ce n'est pas que les membres de la minorité anglophone, par leur langue maternelle ou leur langue d'adoption, soient majoritairement opposés à la souveraineté, c'est qu'ils votent en bloc et presque unanimement contre elle. Les seuls groupes non francophones qui aient donné un appui significatif au Oui sont, semble-t-il, les groupes qui se sont en partie intégrés (par affinité culturelle probablement) à la majorité française et qui sont des groupes latins (Espagnols, Latino-Américains, Portugais, Italiens, etc.). Cette division linguistique se retrouve aussi parmi les électeurs autochtones: si dans l'ensemble des réserves indiennes et villages nordiques le Oui n'a recueilli que 9,6 % des voix, ce taux s'élève à 11,5 % chez les Montagnais, à 22,2 % chez les Hurons et à 25,5 % chez les Abénaquis, c'est-à-dire parmi les nations amérindiennes les plus «francophones». Seule exception à cette situation, les inuit ont appuyé le Oui dans une proportion de 14,6 %, mais cela est en continuité avec une certaine normalisation des rapports entre le Parti québécois et la nation inuit, normalisation qui s'est d'ailleurs traduite par des appuis électoraux substantiels au Parti québécois depuis maintenant dix ans.

Un référendum exemplaire

Il y a quelque chose d'irréel dans la campagne de dénigrement de la démocratie québécoise menée depuis le 30 octobre dernier par les médias anglophones, et en particulier par *The Gazette*. Depuis ce référendum, il ne se passe pas une semaine sans qu'on ne lise dans *The Gazette* un article qui n'insinue que le référendum québécois a donné lieu à des fraudes électorales massives. Cela a commencé avec le taux anormalement élevé (11,5 %) de bulletins rejetés dans la circonscription de Chomedey, qui a fortement voté Non: puis, par extension, on s'interrogea sur le taux de bulletins rejetés des circonscriptions de Marguerite-Bourgeoys (5,5 %) et de Laurier-Dorion (3,6 %) qui ont toutes deux aussi voté très majoritairement Non, pour insinuer qu'il y aurait eu un complot généralisé pour annuler des votes pour le Non. On alla jusqu'à citer en exemple, dans une recherche bénédictine et inhabituelle dans un quotidien, quelques sections de vote dans la

circonscription de Westmount-Saint-Louis dans lesquelles le nombre de bulletins rejetés était aussi anormalement élevé. Oubliant que, dans toutes les consultations, il se produit le phénomène que certaines circonscriptions aient un taux de bulletins rejetés beaucoup plus élevé que la moyenne, on omettait aussi de signaler que le pourcentage de bulletins rejetés était important dans des circonscriptions très fortement acquises au Oui comme Marie-Victorin (2,9 %) ou Sainte-Marie-Saint-Jacques (2,4 %), ou inversement, que parmi les neuf circonscriptions dans lesquelles le taux de bulletins rejetés était le plus faible (inférieur à 1 %), on trouve quatre circonscriptions fortement acquises au Non (Jacques-Cartier, Gatineau, Lapinière et Papineau). Tout compte fait, ne reste que le cas de Chomedey dans laquelle, semble-t-il, des consignes auraient été données aux scrutateurs de faire preuve d'une sévérité excessive: de toute façon, le Directeur général des élections du Québec a été saisi du cas, et mène une enquête.

Si nous nous sommes arrêtés plus longuement sur cet exemple des bulletins rejetés, c'est qu'il s'agissait purement et simplement d'une opération de discrédit global de l'ensemble du processus référendaire, de la part de personnes clairement partisans du Non et dont l'option avait après tout remporté la victoire. D'ailleurs, le Comité du Non lui-même n'a pas contesté légalement le résultat du vote. Au lieu de se féliciter du caractère éminemment pacifique du débat référendaire, qui étonne même les observateurs étrangers, et du caractère exemplaire de la participation électorale qui a atteint les 93,5 % des électeurs inscrits, sans doute un record mondial dans les démocraties contemporaines, les médias anglophones préparent déjà le prochain référendum en jetant le discrédit sur celui qui vient de se tenir. Un éditorialiste du Canada anglais s'est même demandé s'il ne fallait pas songer à demander aux Nations Unies d'envoyer des observateurs pour en surveiller le déroulement, advenant un prochain référendum sur la souveraineté au Québec!

La contre-offensive fédéraliste

La contre-offensive fédéraliste s'organise, depuis le référendum d'octobre dernier, sur plusieurs fronts. Passé le premier choc psychologique d'un résultat (49,4 % au Oui, et 60 % environ du vote francophone pour le Oui), contraire à ce que tout le monde attendait quelques semaines auparavant, les fédéralistes, au lieu de recevoir le message clair annoncé par ce résultat de la nécessité de changements profonds à la fédération canadienne pour aménager les aspirations du Québec et éviter la sécession, semblent se replier sur des stratégies de confrontation de plus en plus rigides. Discours

«d'illégitimation» de la démocratie québécoise; accusations de plus en plus fréquentes de xénophobie sinon de racisme portées contre le mouvement nationaliste et ses dirigeants (commentaires sur le discours de Jacques Parizeau le soir du référendum, «affaire» Bernard Landry, déclarations de Richard Pound, etc.); contestation judiciaire du processus référendaire (M^e Guy Bertrand); résurgence du discours «partitionniste» (colloque tenu à l'Université McGill à la fin janvier 1996); ambiguïté entretenue par les leaders fédéralistes sur la reconnaissance du droit du Québec à l'auto-détermination (déclarations floues de Jean Chrétien, d'Allan Rock, ministre de la justice canadienne, etc.); propositions politiques en apparence très ouvertes, mais en réalité très dures face à une éventuelle négociation Canada-Québec (comme celle de Keith Spicer); enfin, très net durcissement du Cabinet fédéral, avec le dernier remaniement ministériel et l'arrivée de Pierre Pettigrew et de Stéphane Dion au Conseil des ministres, deux fédéralistes d'une orthodoxie particulièrement rigide, à qui l'on a confié la responsabilité du dossier constitutionnel; voilà autant de manifestations d'une attitude intransigeante face aux aspirations québécoises en général, et au projet souverainiste en particulier.

Devant cette panoplie d'actions toutes orientées dans le même sens, on ne peut s'empêcher de penser à une stratégie globale dont les actions sont des tactiques coordonnées. Cette stratégie annonce une lutte féroce de l'État canadien pour sa survie, et l'on se demande, avec inquiétude, si le mouvement souverainiste, qui semble actuellement incapable de capitaliser sur une défaite électorale qui a toutes les apparences d'une victoire politique, n'est pas en train de s'endormir sur les lauriers des résultats du référendum; lauriers qui faneront bien vite si on ne les alimente pas avec une stratégie nouvelle et décidée. Alors que les fédéralistes bâtissent une stratégie non pas pour faire place au Québec, mais pour le faire rentrer dans le rang, avec comme stratégie subsidiaire le précepte «ça passe ou ça casse!», les forces souverainistes, depuis le 30 octobre 1995, se tiennent quelque peu en retrait, toutes occupées à une passation des pouvoirs à Québec presque aussi longue que l'hiver, et à la perspective d'une gestion gouvernementale certes incontournable, mais pas forcément liée au projet de souveraineté du Québec. L'hypothèse d'une élection en 1996 semble écartée; l'échéance de la conférence constitutionnelle qui devrait avoir lieu en 1997 n'est pas dans l'ordre du jour politique; un prochain référendum est bien entendu évoqué, mais d'aucune façon on ne commence à le préparer. Bref, on a l'impression que le mouvement souverainiste manque de vigilance et s'assoupit sur sa performance. Car même si cette performance a été, à bien des égards, remar-

quable, il ne faudrait quand même pas s'illusionner: après tout, c'est quand même le Non qui a gagné, même si c'est pas une marge extrêmement faible. Et pour rappeler le mot de Gaston Miron: «Tant que l'indépendance n'est pas faite, elle est à faire!»

Résultats des 23 sondages publiés durant la campagne référendaire de 1995
Résultats bruts, pondération proportionnelle et pondération réaliste des
répondants discrets (75 % au Non et 25 % au Oui)

	Données brutes			Pondération proportionnelle		Pondération réaliste	
	Non	Oui	Discrets	Non	Oui	Non	Oui
Léger & Léger (8/9)	42,9	43,8	13,3	49,5	50,5	52,9	47,1
SOM (12/9)	45,0	37,0	18,0	54,9	45,1	58,5	41,5
COMPAS (14/9)	40,0	36,0	24,0	52,6	47,4	58,0	42,0
Createc (19/9)	46,2	38,8	15,0	54,4	45,6	57,5	42,6
DECIMA (25/9)	41,9	40,3	17,8	51,0	49,0	55,3	44,8
CROP (25/9)	47,0	39,0	14,0	54,7	45,3	57,5	42,5
SOM (25/9)	48,0	39,0	13,0	55,2	44,8	57,8	42,3
Angus Reid (27/9)	45,0	41,0	14,0	52,3	47,7	55,5	44,5
Léger & Léger (28/9)	44,0	43,5	12,5	50,3	49,7	53,4	46,6
LEPAGE-P.Q. (29/9)	45,7	44,3	10,0	50,8	49,2	53,2	46,8
Léger & Léger (4/10)	43,7	42,9	13,4	50,5	49,5	53,8	46,3
LEPAGE-P.Q. (9/10)	42,0	45,0	13,0	48,3	51,7	51,8	48,3
Createc-PLQ (11/10)	48,8	43,2	8,0	53,0	47,0	54,8	45,2
Léger & Léger (12/10)	42,4	45,0	12,6	48,5	51,5	51,9	48,2
GALLUP (12/10)	43,0	39,0	18,0	52,4	47,6	56,5	43,5
SOM (16/10)	43,4	42,9	13,7	50,3	49,7	53,7	46,3
CROP (16/10)	42,6	43,6	13,8	49,4	50,6	53,0	47,1
Angus Reid (18/10)	43,6	45,4	11,0	49,0	51,0	51,8	48,2
Léger & Léger (20/10)	42,2	45,8	12,0	48,0	52,0	51,2	48,8
CROP (23/10)	42,2	44,5	13,3	48,7	51,3	52,2	47,8
Angus Reid (25/10)	40,0	44,0	16,0	47,6	52,4	52,0	48,0
SOM (25/10)	40,0	46,0	14,0	46,5	53,5	50,5	49,5
Léger & Léger (26/10)	41,4	46,8	11,8	46,9	53,1	50,3	49,8
Référendum	46,4	45,4	6,5	50,6	49,4	50,6	49,4